

[Text]

The Chairman: Mr. Gilhooly is the Audit Director of the Department.

Mr. C. F. Gilhooly (Audit Director, Department of National Health and Welfare): No, I think you put it very well. We just thought a check that covered the whole caseload in 20 years when these people are all in excess of 65 years of age was probably a little light and we had hoped that they would increase it. I am glad to hear Dr. Willard say that they now propose to increase it to 10 per cent.

The Chairman: Thank you. Mrs. MacInnis.

Mrs. MacInnis: I would like to know whether there are other programs in government departments or in this one, Health and Welfare, particularly where there is this tight sampling of overpayments or are the elderly people being singled out as being the most likely to be cheated or making mistakes or that sort of thing? Have you other sampling programs going on?

The Chairman: Mr. Long will answer that.

Mr. Cullen: National Revenue must have some.

Mr. Long: Mrs. MacInnis, these are not our samples, these are the department's. I think this program is rather unique in that a person is applying for a certain amount of money which depends on information which they alone have at the time they make the application. I may be wrong, but it is partly unique in that. I do not think it is a case of singling out the old people for any persecution or anything like that. I think it is important, whether they are elderly people or not, that those people as well as the other taxpayers in Canada feel that everything is being done to see that there is not abuse of a program like this.

Mrs. MacInnis: Are there other places where people are being checked or is this the only place where there is this close checking and the possibility of overpayments?

Mr. Long: There are many places in which checks are being made.

Mrs. MacInnis: Like what? What other programs?

Mr. Long: Veterans pensions, family allowances. Any payment that the government is making is being checked: unemployment insurance. I think unemployment insurance is a good point. The Unemployment Insurance Commission did step up its enforcement some time ago, tightened the ship up quite considerably, and I think that tightening will not be required here if it is kept tight right from the beginning.

• 1030

The Chairman: Mrs. MacInnis, if you were a permanent member of this Committee you would realize that we do not just check the senior citizens, we check them all.

[Interpretation]

Le président: M. Gilhooly est le directeur du Contrôle du ministère.

M. C. F. Gilhooly (directeur des contrôles, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social): Non, je pense que vous avez très bien présenté le problème. Nous pensons simplement qu'un contrôle qui couvrirait tous les cas survenus en 20 ans alors que les intéressés ont tous dépassé 65 ans était probablement un peu superficiel et nous avons exprimé l'espoir de le voir intensifié. Je suis heureux d'entendre M. Willard déclarer que l'on envisage maintenant de le faire passer à 10 p. 100.

Le président: Je vous remercie. M^{me} MacInnis a la parole.

Mme MacInnis: Je voudrais savoir s'il y a d'autres programmes dans les ministères du gouvernement ou dans celui-ci en particulier, celui de la Santé et du Bien-être social, où l'on procède à un échantillonnage des paiements excédentaires de façon aussi rigoureuse ou bien si les personnes âgées font l'objet d'une enquête spéciale sous prétexte que le risque d'erreur ou de fraude est plus grand pour elles ou pour d'autres? Avez-vous d'autres programmes d'échantillonnage actuellement en cours?

Le président: M. Long va répondre à cette question.

M. Cullen: Le Revenu national en a certainement.

M. Long: Mme MacInnis, ce ne sont pas nos échantillons à nous, ce sont ceux du ministère. Je pense que ce programme est unique en son genre en ce sens que l'intéressé demande une certaine somme d'argent dont l'octroi dépend de renseignements qu'il est seul à posséder au moment qu'il en fait la demande. Je puis me tromper, mais à cet égard, ce programme est unique en son genre. Je ne pense pas que l'on aille s'attaquer aux personnes âgées en particulier pour les persécuter d'une façon ou d'une autre. Mais il importe, à mon avis, qu'il s'agisse de personnes âgées ou non, que ces personnes, au même titre que les autres contribuables du Canada savent que tout est conçu de sorte qu'elles n'abusent pas d'un programme comme celui-là.

Mme MacInnis: Y a-t-il d'autres cas où les gens sont contrôlés de la sorte ou bien est-ce le seul cas où l'on se livre à une enquête aussi serrée sur l'éventualité de paiements excédentaires?

M. Long: Il y a bien d'autres endroits encore où l'on effectue ces contrôles.

Mme MacInnis: Donnez-moi un exemple. Dans quels autres programmes?

M. Long: Eh bien, il y a les pensions accordées aux anciens combattants, les allocations familiales, l'assurance-chômage. Tous les paiements du gouvernement sont vérifiés. Je pense que l'assurance-chômage est un bon exemple. La Commission de l'assurance-chômage a renforcé ses dispositions il y a quelque temps et a fortement serré la vis. Je ne pense cependant pas qu'il faille en faire autant ici, si l'on serre la vis au départ.

Le président: Madame MacInnis, si vous étiez membre permanent de ce Comité, vous constateriez que nous ne contrôlons pas seulement les personnes âgées: nous contrôlons tout le monde.